LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT

Vu le Traité instituant la Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale (CEMAC) et les textes subséquents ;

Vu l’Acte Additionnel n°16/CEMAC/CCE/10 du 17 janvier 2010 mettant fin au consensus de Fort-Lamy et instituant le principe de la rotation aux postes de responsabilité au niveau de l’ensemble des Institutions, Organes et Institutions Spécialisées de la CEMAC ;

Soucieuse du bon fonctionnement des Institutions, Organes et Institutions Spécialisées de la Communauté en vertu du principe édicté ci-dessus ;

En sa session du 25 juillet 2012 ;

ADOPTE

L’ACTE ADDITIONNEL DONT LA TENEUR SUIT :

Article 1er : Est exclu du champ d’application du principe de rotation intégrale aux postes de responsabilité, l’Etat membre qui abrite le siège d’une Institution Communautaire.

Article 2 : Le présent Acte Additionnel, qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, entre en vigueur à la date de sa signature et sera publié au Bulletin Officiel de la Communauté.

BRAZZAVILLE, le 25 JUIL. 2012

LE PRESIDENT

Denis SASSOU N’GUESSO